I. N. A. O.

COMITE NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE RELATIVES AUX VINS ET AUX BOISSONS ALCOOLISEES, ET DES BOISSONS SPIRITUEUSES

GRUPE DE TRAVAIL DISPOSITIF D'ENCADREMENT DES EXPERIMENTATIONS DANS LE CADRE DE L'AOC

Rapport d'Etape

2021-CN...

Date : 11 février 2021

Membres du groupe de travail :

- Philippe BRISEBARRE : Président
- Bernard FARGES
- Jean-Marie BARRILLERE
- Michel CHAPOUTIER
- Florent MORILLON
- Bernard ANGELRAS
- Jean-Philippe ARCHAMBAUD
- Emmanuel CAZES
- Yves DIETRICH
- Gérard VINET
- Philippe PELLATON

Animateur : Thierry FABIAN

I. Fiche de suivi simplifiée

INSTANCE	DATE	MOTIF
COMMISSION PERMANENTE DU CNAOV	13/11/2019	Nomination du groupe de travail sur l'examen des demandes d'expérimentation touchant à une condition de production du cahier des charges et nécessitant une phase d'évaluation à l'échelle de l'appellation
GRUPE DE TRAVAIL	18/02/2020	Réunion de démarrage. Décision de retenir la voie du dispositif VIFA
GRUPE DE TRAVAIL	06/05/2020	Balayage des formats de cahier des charges de vins et de spiritueux
GRUPE DE TRAVAIL	27/07/2020	Débat sur les alertes des administrations et des services de l'INAO Décision de rédaction d'un rapport d'étape
GRUPE DE TRAVAIL	04/12/2020	Correction et validation du projet de rapport d'étape

II. Analyse du groupe de travail

En juin et septembre 2019, le comité national s'est interrogé sur les modalités à mettre en place afin de lever les freins à l'expérimentation d'innovations touchant à des conditions de production du cahier des charges. Il a donné mandat à un groupe de travail d'y réfléchir.

Cette réflexion intervient dans un contexte où les AOC sont confrontées à des facteurs d'instabilité qui incitent les producteurs à faire évoluer leurs pratiques. Le groupe de travail a estimé probable une augmentation des demandes de modifications des cahiers des charges liées non pas à des stratégies propres de l'ODG mais à des facteurs externes (changement climatique, pressions sociétales sur la réduction des intrants...) et à l'émergence de difficultés pour le Comité National de traiter ces demandes.

Le groupe de travail a estimé important que le Comité National puisse disposer d'un dispositif permettant de traiter ces demandes avec recul sans avoir à apporter une réponse immédiate et binaire et de vérifier avant qu'elles soient adoptées définitivement qu'elles atteignent bien les résultats escomptés tant au regard des effets positifs sur les facteurs externes que de l'absence d'effets négatifs sur la typicité ou le lien au terroir.

III. Proposition du groupe de travail

a. Le cadre

Le groupe de travail propose donc que dans certains cas, la modification d'une condition de production d'un cahier des charges soit inscrite dans un cahier des charges mais soumise à un dispositif scientifique d'évaluation mis en œuvre par des opérateurs volontaires qui seront seuls à pouvoir la mettre en œuvre, sur des superficies ou des volumes limités. Au terme de l'évaluation, la condition modifiée sera soit ouverte sans limitation à tous les opérateurs, le cas échéant après nouvelle rédaction, soit abrogée afin de revenir à la condition initiale.

Il ne s'agirait donc pas d'expérimentation précédant une évolution du cahier des charges mais « **d'intégration dans un cahier des charges d'une condition de production soumise à évaluation** » qui étendrait la procédure des variétés à fins d'adaptation (VIFA) à d'autres points du cahier des charges.

- Le dispositif serait réservé aux situations où des pressions externes comme les changements climatiques ou les enjeux environnementaux nécessitent la mise en œuvre de solutions techniques alternatives à celles en usage et autorisées par le cahier des charges.
- Il ne pourrait concerner que des dispositions du cahier des charges ne remettant pas en cause les fondements de l'AOC et notamment le lien de causalité entre les caractéristiques du produit et l'aire géographique.
- Il ne s'appliquerait qu'aux évolutions de conditions de production pouvant être évaluées.

Cette évaluation pourrait être mise en œuvre dans le cadre de l'examen de dispositifs dérogeant aux décisions du Comité National (couverture de la vigne) sans avoir fait l'objet d'une transcription dans le Code rural ou les cahiers des charges.

b. La procédure

La *demande de modification du cahier des charges, soumise à évaluation* devra être proposée à l'INAO par l'ODG, assortie du protocole d'évaluation. Son instruction serait confiée à une commission d'enquête qui étudiera dans un premier temps l'éligibilité de la demande puis sa capacité à répondre à la problématique et enfin la pertinence du protocole d'évaluation.

La réponse du Comité National à une telle demande de modification de la condition de production pourrait être le rejet de la demande ; sa réorientation vers une modification directe ou la mise en œuvre d'une expérimentation préalable à la décision ou un accord avec validation

ou modification des conditions d'évaluation proposées.

À l'issue de la période d'évaluation, une autre commission d'enquête aura à proposer au Comité National un rapport décrivant les résultats de l'évaluation et proposant soit le retour à la situation initiale, l'intégration de la modification du cahier des charges, ou d'autres solutions

c. Les bénéfiques

En autorisant l'introduction d'évolutions de leurs conditions de production des AOC, tout en organisant leur évaluation, le groupe de travail estime que les ODG disposeront d'un outil de réflexion collective sur les innovations et les commissions d'enquête pourront fournir davantage d'éléments objectifs au Comité National avant qu'il ne prenne ses décisions.

d. Les conditions du succès

Le groupe de travail estime que pour que ce dispositif puisse fonctionner de façon bénéfique, il serait nécessaire de

- Vérifier la pertinence de l'argumentation de l'ODG sur la capacité de l'évolution de la condition de production à résoudre la question à laquelle il est confronté.
- Limiter chez les opérateurs-évaluateurs, la mise en œuvre de la condition de production modifiée afin de garantir la possibilité d'un retour à la condition initiale, d'autant plus que la réversibilité de la condition de production serait délicate. Un accompagnement financier ou un mécanisme assurantiel pourraient être mis en œuvre afin de faciliter la réversibilité.
- Établir un rigoureux processus d'évaluation en formulant des hypothèses précises et un protocole d'évaluation adapté à la condition modifiée.
- Limiter le nombre de conditions de production soumises à évaluation sur un même cahier des charges afin de maintenir leur lisibilité.

La Commission Nationale Scientifique et Technique pourrait contribuer aux exigences méthodologiques. Les Comités Régionaux pourraient participer à définir les limitations, au sein des AOC de leur compétence, du nombre de conditions de production et des surfaces ou volumes concernés par ce dispositif.

e. Les suites

Le groupe de travail estime que si la procédure VIFA a pu être établie dans le strict cadre des AOC viticoles au regard de la réglementation européenne qui régit les variétés de vigne, une extension aux autres conditions de production ne pourra s'envisager que dans une approche commune à l'ensemble des appellations d'origine françaises en recherchant à sécuriser le dispositif par une évolution de la réglementation européenne. L'évaluation de la politique qualité que la Commission Européenne vient d'engager pourrait y contribuer.

IV. Conclusions

Pour le groupe de travail, cette démarche permettrait aux AOC d'adapter leur cahier des charges à la période d'instabilité qui est attendue avec davantage de réactivité, mais aussi avec davantage de sécurité du fait de l'encadrement scientifique et technique qui l'accompagne.

Il est donc important que puisse être trouvé en concertation avec les autorités françaises et européennes un cadre réglementaire mieux sécurisé.

V. QUESTION POSEE AU COMITE NATIONAL

Le comité national est invité à prendre connaissance des travaux du groupe de travail, et à débattre de ses orientations, notamment de confier à la CST une réflexion méthodologique sur les protocoles d'évaluation.